

Djihadistes européens: "le danger est assez important pour empêcher les services de renseignements de dormir".

bruxelles.blogs.liberation.fr/coulisses/2014/11/djihadistes-europ%C3%A9ens-le-danger-est-assez-important-pour-emp%C3%A4cher-les-services-de-renseignements-de-.html



Le Belge Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union européenne pour la lutte contre le terrorisme depuis 2007, analyse, pour Libération, le phénomène des Européens qui partent se battre dans les rangs de Daech. Il détaille l'action des États membres pour empêcher de jeunes musulmans de rejoindre ce mouvement terroriste et éviter qu'à leur retour ils organisent des attentats sur le territoire de l'Union.

Quel est le nombre de personnes qui quittent l'Union pour aller combattre en Syrie et en Irak ?

On est sans doute au-delà de 3000 sur la base des chiffres que les États membres acceptent de partager. Je n'ai pas de tendance récente, notamment depuis que les frappes aériennes de la coalition ont débuté : ont-elles incité plus de jeunes à partir ou à revenir ? Car beaucoup sont allés se battre contre Assad et, désormais, non seulement ils combattent d'autres factions de la résistance, mais, en plus, ils se prennent des bombes sur la tête...

Y a-t-il des pays plus touchés que d'autres par ces départs ?

L'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Suède, la France, le Royaume-Uni, l'Espagne, le Danemark et l'Autriche. En terme relatif, ce sont la Belgique et le Danemark qui sont au premier rang, en nombre absolu, la France.

On a déjà vu dans le passé des Européens aller combattre à l'étranger...

On avait déjà eu des djihadistes en Afghanistan, en Somalie, au Yémen, mais jamais dans de telles proportions. Cela est lié à la facilité d'accès du théâtre d'opérations: il n'est pas cher d'aller en Turquie

et, jusqu'à un passé récent, de franchir la frontière syrienne. Le responsable d'un service européen de renseignements a aussi indiqué qu'il y avait plus de similarités topographiques entre les faubourgs de nos grandes villes européennes et ceux d'Alep qu'avec les cavernes d'Afghanistan ou le désert du nord Mali, ce qui joue un rôle dans l'attractivité du conflit syrien. Par ailleurs, les motivations sont plus fortes en Syrie pour ceux qui partagent la rhétorique d'Al Qaïda : dans certains hadits du Prophète, "al-sham" (la grande Syrie) est l'endroit où aura lieu la dernière bataille contre les infidèles, celui où le Mahdi va revenir. Dernier élément : le rôle d'internet qui n'existait pas dans les conflits précédents.

3000 combattants sur 20 millions de musulmans européens, cela ne représente pas grand-chose.

C'est le retour qui pose problème. Certes, on ne sait pas combien parmi ces 3000 personnes vont revenir d'autant qu'un certain nombre d'entre eux sont ou seront blessés et tués sur place. Parmi ceux qui reviendront, on ne sait pas non plus combien basculeront dans la violence. Mais vu leur nombre, c'est très inquiétant : sur 3000, faisons l'hypothèse que la moitié reviennent et projetons que 10 % basculent, cela fait 150 personnes qui auront appris le maniement des armes et des explosifs, se seront radicalisé, auront développé un réseau de camarades de combat du monde entier et auront fortement accru leur niveau de tolérance à la violence. L'affaire Némouche est là pour nous montrer le danger que nous courrons. Il est assez important pour empêcher les responsables des services de renseignements de dormir.

Peut-on comparer ces jeunes qui participent au Djihad et ceux qui rejoignaient les brigades internationales en Espagne ?

Il y a eu ce débat en Belgique, il y a plus d'un an, lorsque l'ancienne ministre de l'Intérieur a proposé de s'appuyer sur une loi qui permet d'interdire à des gens d'aller combattre à l'étranger. Le gouvernement n'a pas pu se mettre d'accord sur cette proposition, car certains ont invoqué le précédent des Brigades internationales. Conceptuellement, on doit permettre à chacun d'aller se battre pour ses idéaux. Mais ici, c'est toute autre chose : si certains, au début de la guerre en Syrie ont pu être animé par des sentiments généreux, choqués par le fait que la communauté internationale n'en faisait pas assez pour venir en aide au printemps syrien, aujourd'hui, ce n'est plus le cas : 80 à 90 % de ceux qui partent vont rejoindre Daech, un groupe déclaré terroriste par les Nations Unies, d'une barbarie sans nom. On ne peut plus parler de romantisme, d'idéalisme, de générosité, mais de criminalité, de barbarie, de sauvagerie.



idéaux. Mais ici, c'est toute autre chose : si certains, au début de la guerre en Syrie ont pu être animé par des sentiments généreux, choqués par le fait que la communauté internationale n'en faisait pas assez pour venir en aide au printemps syrien, aujourd'hui, ce n'est plus le cas : 80 à 90 % de ceux qui partent vont rejoindre Daech, un groupe déclaré terroriste par les Nations Unies, d'une barbarie sans nom. On ne peut plus parler de romantisme, d'idéalisme, de générosité, mais de criminalité, de barbarie, de sauvagerie.

Depuis quand les États européens partagent-ils du renseignement sur ces mouvements de djihadistes européens ?

R : Les États se sont mobilisés en interne dès le départ. Au niveau européen, j'ai alerté les Etats membres dès janvier 2013 dans le cadre d'un rapport que je préparais sur les conséquences des printemps arabes sur la sécurité. En mars 2013, j'ai fait une analyse approfondie du phénomène et en mai, une proposition de plan d'action européen avec 22 mesures, plan qui a été adopté à l'unanimité des ministres de l'Intérieur. Depuis, il n'y a pas une réunion où ce point n'est pas discuté, où je ne suis pas amené à faire des propositions supplémentaires, des évaluations.

Que peut-on faire pour lutter contre ce phénomène ?

L'approche ne peut pas être uniquement répressive. Il est évident que si on règle le problème de Daech en Irak et en Syrie, on tarit la source du recrutement. C'est ce que la communauté internationale fait en ce moment, tant sur plan diplomatique, politique, humanitaire que militaire. Il faut

aussi tarir les sources de financement de Daech venant de l'étranger, en particulier des pays du Golfe, et traiter la question des télévisions satellitaires qui diffusent des appels au Djihad jour et nuit. En Europe, notre action doit être multiforme : nous devons d'abord comprendre le phénomène, les modes de recrutement utilisés, les routes empruntées. Il ne faut pas hésiter à intervenir très en amont du processus de radicalisation en s'appuyant sur le Réseau de sensibilisation à la radicalisation (RSR) mis en place par la Commission afin d'identifier les bonnes pratiques des différents pays et s'en inspirer. La France, sous l'impulsion de Manuel Valls, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, et ensuite de Bernard Cazeneuve, a ainsi modifié son approche du problème en mettant en place une vraie politique de prévention, qui mobilise les administrations locales, et qui paraît très efficace. Le Danemark a aussi proposé que les combattants puissent revenir sans poursuite pour autant qu'ils acceptent de s'inscrire dans un programme de réhabilitation, comme en Arabie Saoudite. Cela suppose qu'on ait de bons programmes, bien sûr.

Il y a aussi le versant sécuritaire.

Le renseignement permet d'identifier un certain nombre de candidats au départ. Mais il faut aussi absolument que l'Union se dote d'un PNR (Passenger name recorder) sur le modèle américain qui permet de traiter informatiquement toutes les données personnelles des passagers aériens afin de détecter les mouvements suspects. Hélas, ce dossier est actuellement bloqué par le Parlement européen qui redoute les atteintes aux libertés publiques. Une fois identifié, il faut que nous puissions interdire à ces personnes de quitter le territoire européen, comme l'a décidé la France, mais pas la Belgique, par exemple. L'annulation d'un passeport peut se faire sur la base de renseignements concordants (sous le contrôle du juge, bien sûr) et non pas sur la base de preuve au sens judiciaire du terme, ce qui change tout. Si la personne part néanmoins, elle commet un délit ce qui permet de l'inscrire immédiatement dans le SIS (Système d'information Schengen) ce qui permettra de l'arrêter à son retour. En outre, elle pourra être condamnée pour cette seule raison. C'est l'équivalent, si vous voulez, d'une conduite sans permis. Cette politique préventive est sans doute la plus efficace, car, lors du retour, il sera pas facile de prouver devant un juge qu'une personne a été se battre dans les rangs de Daech à moins qu'elle laisse des traces électroniques. Sans compter que, pour l'instant, beaucoup de pays n'ont pas de dispositif pénal permettant de poursuivre et de condamner quelqu'un qui a été combattre à l'étranger. C'est pour cela le Conseil de sécurité de l'ONU, sous la présidence de Barak Obama, a adopté en septembre la résolution 2178 qui oblige tous les pays à se doter d'un tel arsenal. Cela étant, cela ne résout pas tout, car ceux qui reviennent ne présentant pas tous le même degré de dangerosité. Il faut donc différencier le traitement qu'on leur réserve. Enfin, il faut aider les États tiers comme ceux des Balkans occidentaux ou d'Afrique du Nord qui sont confrontés au même phénomène. Un pays comme la Tunisie a plus de 3000 ressortissants en Syrie et a pu empêcher 9000 autres de partir.

Le problème central de l'Islam d'Europe n'est-il pas que ses mosquées sont largement financées par les pays du Golfe, l'Arabie Saoudite en particulier, qui diffusent ainsi une version radicale de cette religion ?

Le chantier dépasse les seuls Imams, même si nous devons avoir une discussion avec l'Arabie Saoudite, discussion que j'ai déjà commencée. Nous devons aussi lutter contre la promotion d'un salafisme violent par différentes voies : internet, télévision, prédicateurs itinérants. Nicolas Sarkozy avait raison lorsqu'il proposait de développer un Islam d'Europe et non un Islam en Europe qui passe par la structuration du culte musulman, l'amélioration de la qualité de l'enseignement de la religion et, dans les pays musulmans, par la promotion de voix alternatives plus modérées. Pour internet, la Commission a organisé une rencontre intéressante il y a quelques semaines avec les grandes plateformes internet, comme Google, Facebook ou YouTube, pour voir comment supprimer tout ce qui appelle à la violence et développer un contre-discours. Elle a aussi décidé d'aider les États membres à élaborer une politique de communication pour expliquer ce qu'on fait pour aider les Syriens, par exemple, mais aussi pour encourager les voix modérées de l'Islam d'Europe à dénoncer ses détournements criminels.

Photos: Reuters

N.B.: entretien paru dans Libération daté du 21 novembre